

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 30.853/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 27 octobre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "portant assentiment du Protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, vu la mise en vigueur de la Directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures, signé à Bruxelles le 22 mars 2000, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, et modifiant la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord précité et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993", a donné le 31 octobre 2000 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 30.853/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 oktober 2000 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot goedkeuring van het Protocol tot wijziging van het Verdrag van 9 februari 1994 inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ter voltoening aan Richtlijn 1999/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 17 juni 1999 betreffende het in rekening brengen van het gebruik van bepaalde infrastructuurvoorzieningen aan zware vrachtvoertuigen ondertekend te Brussel op 22 maart 2000 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Zweden, en tot wijziging van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van voormeld Verdrag en tot invoering van een eurovignet overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993", heeft op 31 oktober 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

- " (l'urgence est motivée par le fait ...)
- que l'article 12 de la Directive 1999/62/CE prévoit que «les Etats membres mettent en vigueur les dispositions législatives réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive d'ici le 1er juillet 2000»;
 - que cette date n'apparaissait praticable pour aucun des Etats membres; que la Commission de coordination (établie conformément à l'article 14, 1, 3°, de l'Accord du 9 février 1994) a décidé que les nouvelles dispositions entreraient en vigueur le 1er janvier 2001;
 - qu'une entrée plus tardive en Belgique et non-simultanée aurait pour conséquence que, vu l'article 9, 1, du Protocole du 22 mars 2000, les nouvelles dispositions ne pourraient non plus entrer en vigueur dans les autres pays, ce qui, indubitablement, engendrerait des problèmes pratiques dans ces pays;
 - que pareille introduction tardive par la Belgique (le cas échéant comme seul Etat) devrait être évitée en prévision de la Présidence belge de l'Union européenne à partir du 1er juillet 2001."

*

*

*

.../...

PORTEE DE L'AVANT-PROJET

La Directive 93/89/CEE du Conseil du 25 octobre 1993 "relative à l'application par les Etats membres des taxes sur certains véhicules utilisés pour le transport de marchandises par route, ainsi que des péages et droits d'usage perçus pour l'utilisation de certaines infrastructures" contenait, comme l'indique son intitulé, des dispositions relatives aux taxes sur les véhicules (articles 3 à 6) et des dispositions relatives aux péages et droits d'usage appelés "eurovignette" (articles 7 à 9).

L'article 7, f), de la directive laissait une certaine liberté aux Etats membres pour fixer les droits d'usage. L'article 8, paragraphe 1er, précisait que :

"Deux ou plusieurs Etats membres peuvent coopérer pour établir un système commun de droits d'usage applicable à l'ensemble de leurs territoires. Ces Etats membres y associent étroitement la Commission ainsi qu'au fonctionnement ultérieur et à la modification éventuelle de ce système."

En vertu de cet article 8, paragraphe 1er, de la directive, a été conclu, le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, un "Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds", ayant pour objet la perception d'un droit d'usage commun par les parties contractantes à charge de certains véhicules empruntant certaines routes sur leur territoire, ainsi que

.../...

les conditions et modalités de répartition du produit de ce droit (article 1er).

Cet Accord a été approuvé par la loi du 27 décembre 1994, qui contient en outre des dispositions de droit matériel interne (1).

Comme l'indique l'exposé des motifs du projet de loi, un arrêt du 5 juillet 1995 de la Cour de justice des Communautés européennes a annulé la Directive 93/89/CEE. Cette dernière a été remplacée par la Directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 1999 "relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures". L'article 7, paragraphe 7, de cette dernière dispose que :

"Les droits d'usage pour toutes les catégories de véhicules, frais administratifs compris, sont fixés par l'Etat membre concerné à un niveau égal ou inférieur aux taux maximaux fixés à l'annexe II."

L'article 8, paragraphe 1er, de la nouvelle directive permet toujours à plusieurs Etats membres de coopérer

(1) Loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993. Avis de la section de législation du Conseil d'Etat 23.616/2/V, donné le 1er août 1994.

pour introduire un système commun de droits d'usage applicable à l'ensemble de leurs territoires. C'est sur le fondement de cette disposition qu'a été conclu le Protocole du 22 mars 2000 soumis à assentiment, qui modifie l'Accord du 9 février 1994, précité, afin de l'adapter à la nouvelle directive et notamment aux montants maximaux des droits d'usage.

L'avant-projet de loi vise non seulement à donner assentiment au Protocole du 22 mars 2000 mais également à modifier les dispositions de droit matériel interne de la loi du 27 décembre 1994 afin, principalement, de tenir compte des nouveaux montants des droits d'usage.

Examen du projet

Le projet n'appelle aucune observation.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt :

- " (l'urgence est motivée par le fait ...)
- que l'article 12 de la Directive 1999/62/CE prévoit que «les Etats membres mettent en vigueur les dispositions législatives réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive d'ici le 1er juillet 2000»;
 - que cette date n'apparaissait praticable pour aucun des Etats membres; que la Commission de coordination (établie conformément à l'article 14, 1, 3°, de l'Accord du 9 février 1994) a décidé que les nouvelles dispositions entreraient en vigueur le 1er janvier 2001;
 - qu'une entrée plus tardive en Belgique et non-simultanée aurait pour conséquence que, vu l'article 9, 1, du Protocole du 22 mars 2000, les nouvelles dispositions ne pourraient non plus entrer en vigueur dans les autres pays, ce qui, indubitablement, engendrerait des problèmes pratiques dans ces pays;
 - que pareille introduction tardive par la Belgique (le cas échéant comme seul Etat) devrait être évitée en prévision de la Présidence belge de l'Union européenne à partir du 1er juillet 2001."

*

* *

.../...

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van 25 oktober 1993 "betreffende de toepassing door de Lid-Staten van de belastingen op sommige voor het goederenvervoer over de weg gebruikte voertuigen en van de voor het gebruik van sommige infrastructuurvoorzieningen geheven tolgeden en gebruiksrechten" bevatte, zoals in het opschrift ervan wordt aangegeven, bepalingen betreffende de belastingen op de voertuigen (artikelen 3 tot 6) en bepalingen betreffende de tolgeden en gebruiksrechten, "Eurovignet" genaamd (artikelen 7 tot 9).

Artikel 7, f), van de richtlijn liet aan de Lid-Staten een zekere vrijheid om de gebruiksrechten vast te stellen. Artikel 8, lid 1, bepaalde het volgende :

"Twee of meer Lid-Staten kunnen samenwerken bij de invoering van een gemeenschappelijk stelsel van gebruiksrechten op hun grondgebieden. De Lid-Staten zorgen ervoor dat de Commissie nauw betrokken wordt bij deze werkzaamheden, alsmede bij de latere werking en de eventuele wijziging van dit stelsel."

Krachtens dat artikel 8, lid 1, van de richtlijn is op 9 februari 1994 tussen de Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden een "Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens" gesloten, met als doel het heffen van een gemeenschappelijk

.../...

gebruiksrecht door de Verdragsluitende Partijen ten laste van bepaalde voertuigen die bepaalde wegen gebruiken op hun grondgebied, alsmede het vaststellen van de voorwaarden waaronder en de wijze waarop de opbrengst van dat recht wordt verdeeld (artikel 1).

Dit Verdrag is goedgekeurd bij de wet van 27 december 1994, die bovendien bepalingen van intern materieel recht bevat (1).

Zoals in de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet wordt vermeld, heeft een arrest van 5 juli 1995 van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen richtlijn 93/89/EEG vernietigd. Deze richtlijn is vervangen door richtlijn 1999/62/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 17 juni 1999 "betreffende het in rekening brengen van het gebruik van bepaalde infrastructuurvoorzieningen aan zware vrachtvoertuigen". Artikel 7, lid 7, van deze richtlijn bepaalt :

"De betrokken lidstaten stellen voor alle voertuigcategorieën de gebruiksrechten met inbegrip van administratieve kosten vast, op een tarief dat de in bijlage II vastgestelde maximumtarieven niet overschrijdt."

(1) Wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993. Advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State 23.616/2/V, gegeven op 1 augustus 1994.

Krachtens artikel 8, lid 1, van de nieuwe richtlijn kunnen verscheidene Lid-Staten samenwerken om een gemeenschappelijke regeling in te voeren inzake gebruiksrechten, die van toepassing zou zijn op hun gezamenlijke grondgebieden. Het is op grond van deze bepaling dat het Protocol van 22 maart 2000 is gesloten dat ter instemming wordt voorgelegd en dat het voormelde Verdrag van 9 februari 1994 wijzigt om het aan te passen aan de nieuwe richtlijn, en inzonderheid aan de maximumbedragen van de gebruiksrechten.

Het voorontwerp van wet strekt er niet alleen toe instemming te verlenen aan het Protocol van 22 maart 2000, maar tevens de bepalingen van intern materieel recht van de wet van 27 december 1994 te wijzigen, hoofdzakelijk om rekening te houden met de nieuwe bedragen van de gebruiksrechten.

Onderzoek van het ontwerp

Bij het ontwerp behoeft geen enkele opmerking te worden gemaakt.

La chambre était composée de

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
Mme A.-F. BOLLY, référendaire
adjoint.

La concordance entre la version
française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-
referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS